



LES CARNETS DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ENTREPRISE

N°1 / JUIN 2014

Vous avez entre les mains le premier numéro de la lettre d'information que BNP Paribas vient de créer à votre attention, à l'attention des parlementaires français. L'initiative peut paraître à tout le moins intrigante, voire inhabituelle. Nous savons bien sûr d'une part que le temps dont vous disposez est très limité, et d'autre part que l'un des problèmes auxquels vous êtes confrontés est l'excès d'informations.

Le sens de notre démarche peut, sans doute, être trouvé dans le titre que nous avons choisi : « Les carnets de l'économie et de l'entreprise ». « Carnets » car notre objectif est de vous apporter une information ciblée et non pas exhaustive.

« L'économie » parce que nous souhaitons vous donner, tous les mois, un éclairage macro-économique et juridique sur des situations françaises et européennes – tant il est vrai que ces économies sont intrinsèquement liées. Vous vous souvenez, à ce propos, que BNP Paribas a réalisé, dans la perspective des élections européennes, un « vade-mecum » sur l'euro...

« L'entreprise » enfin, car il n'y a pas de reprise économique, pas de réduction du chômage sans des entreprises fortes et compétitives. Or BNP Paribas est non seulement la banque des grandes entreprises mais aussi l'un des partenaires majeurs du développement des PME et des ETI en France. Notre ambition est d'ailleurs de conforter notre place de leader sur ce secteur. Nous vous apporterons donc chaque mois des informations et des « études de cas » concernant des entreprises basées dans les régions.

En bref, notre projet est de vous apporter, de manière volontairement concise et « pointue », un éclairage d'une part sur l'économie et le droit en France et en Europe, et d'autre part sur le développement des entreprises en région. Ce premier numéro est nécessairement imparfait. Nous serions très heureux de recueillir votre sentiment - que celui-ci soit positif ou négatif - : nous savons qu'il n'y a pas une vérité mais des vérités, et que l'échange - peut-être plus encore que le débat - permet le perfectionnement...

Bonne lecture ! ”

ÉCONOMIE

EN ZONE EURO, LA CROISSANCE DÉÇOIT

En zone euro, les enquêtes de conjoncture n'ont pas tenu toutes leurs promesses. Elles dépeignaient une économie plutôt dynamique au premier trimestre 2014, tirée par l'investissement des entreprises et, chose assez nouvelle, la consommation des ménages. L'activité n'a, en réalité, pas vraiment décollé. Bien que la croissance allemande ait accéléré (elle a été supérieure à 3% en rythme annuel au premier trimestre), celle de la zone euro est restée inférieure à 1% (toujours en rythme annuel). Certains pays, comme l'Italie, le Portugal ou les Pays-Bas ont vu leur PIB baisser ; celui de la France a stagné. Certes, il est toujours possible de relativiser une performance sur quelques mois. Les conditions climatiques exceptionnelles du début d'année (anormalement douces en

Europe, polaires aux Etats-Unis) prennent en défaut la correction des variations saisonnières et compliquent l'extraction des tendances économiques ; les hausses de TVA (celles du mois de janvier en France ou du mois d'avril au Japon) perturbent les profils trimestriels d'activité ; les comptes nationaux, toujours sujets à révision, passent en « base 2010 » et subissent un toilettage important. Mais, même si les chiffres d'activité du deuxième trimestre corrigeaient l'impression laissée par ceux du premier, la reprise est trop lente et l'inflation trop basse en zone euro, ce qui devrait sans doute amener la BCE à intervenir en juin.

Jean-Luc PROUTAT

Études économiques BNP Paribas

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES

au 30.05.2014

FRANCE

ACTIVITÉ

| Variations annuelles, % | 2013 | 2014e | 2015e |
|-------------------------------|------|-------|-------|
| PIB | 0,3 | 0,8 | 1,3 |
| Consommation privée | 0,4 | 0,4 | 1,1 |
| Dépenses Publiques | 1,8 | 0,9 | 0,4 |
| Investissement (FBCF) | -2,1 | 1,3 | 3,4 |
| Contribution des exportations | 0 | 0 | 0 |

INFLATION ET CHÔMAGE

| Variations annuelles, % | 2013 | 2014 e | 2015 e |
|---------------------------|------|--------|--------|
| Inflation (IPC) | 0,9 | 0,9 | 1,2 |
| Taux de chômage, niveau % | 10,3 | 10,4 | 10,2 |

COMPTES EXTÉRIEURS ET PUBLIC

| % PIB | 2013 | 2014 e | 2015 e |
|----------------------|------|--------|--------|
| Balance courante | -1,6 | -1,7 | -1,9 |
| Déficit public | -4,3 | -3,6 | -3 |
| Dette publique % PIB | 94 | 96 | 97 |

ZONE EURO

ACTIVITÉ

| Variations annuelles, % | 2013 | 2014e | 2015e |
|-------------------------|------|-------|-------|
| PIB | -0,4 | 1,4 | 1,6 |

INFLATION ET CHÔMAGE

| Variations annuelles, % | 2013 | 2014 e | 2015 e |
|---------------------------|------|--------|--------|
| Inflation (IPC) | 1,4 | 0,6 | 1,1 |
| Taux de chômage, niveau % | 12,2 | 12 | 11,7 |

COMPTES EXTÉRIEURS ET PUBLIC

| % PIB | 2013 | 2014 e | 2015 e |
|----------------------|------|--------|--------|
| Balance courante | 2,3 | 2,5 | 2,6 |
| Déficit public | -2,9 | -2,5 | -2,1 |
| Dette publique % PIB | 96 | 97 | 96 |

e : estimations et prévisions des Etudes économiques BNP Paribas



BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change

VUE D'ENSEMBLE

LA LOCOMOTIVE ALLEMANDE DÉFIE LES VENTS CONTRAIRES

Démarrage en force mais des perspectives assombries...

Le début d'année a été marqué en Allemagne par une franche accélération de la reprise économique. La croissance du PIB était de 0,8% t/t au premier trimestre 2014, la plus forte hausse depuis le premier trimestre 2011. Certes les conditions météorologiques très clémentes au cours de l'hiver passé ont eu un effet positif sur l'activité dans l'industrie (+1,3% t/t au premier trimestre) et la construction en particulier (+5% t/t, plus forte progression depuis le premier trimestre 2011), tandis que les exportations nettes reculaient. Mais la consommation privée et publique ainsi que l'investissement ont aussi contribué positivement à la croissance, comme l'a précisé Destatis. Par ailleurs, les entreprises ont reconstitué leurs stocks, après la contraction marquée à la fin d'année dernière (-0,6pp), soutenant ainsi l'activité du premier trimestre. Toutefois, le deuxième trimestre a débuté sur une note moins favorable. D'une part, nous attendons une correction à la baisse de la croissance du deuxième trimestre après la forte progression du premier trimestre. D'autre part, le ralentissement de l'activité en Chine et la crise ukrainienne pourraient amplifier cette correction. A ce titre les commandes industrielles, en forte baisse en mars (-2,8%, le repli le plus important depuis octobre 2011), constituent une source d'inquiétude.

... Par le ralentissement chinois...

D'une part, les indicateurs récents témoignent d'une décélération généralisée de l'activité chinoise en début d'année. Or la Chine est le troisième partenaire commercial de l'Allemagne, derrière les Pays-Bas et la France. Les entreprises allemandes y exportent principalement des automobiles (environ un tiers du total des exportations), ainsi que des machines et des biens d'équipement (un quart). L'industrie manufacturière très spécialisée se trouve particulièrement bien positionnée sur le marché chinois, où les classes moyenne et supérieure ont bénéficié, jusqu'à présent, d'un

pouvoir d'achat en expansion rapide. Il est vrai que le processus de changement «structurel» lentement mené par Pékin freine la croissance. En effet, les mesures les plus récentes portent sur la lutte contre la corruption, la restructuration de l'industrie (mesures de lutte contre la pollution, réduction des surcapacités, etc...), ainsi que la maîtrise de la dette interne et des risques pesant sur le secteur financier. La priorité des autorités chinoises n'en demeure pas moins la stabilité de l'économie et des conditions sur le marché du travail. Elles devraient, par conséquent, mettre tout en œuvre pour atteindre leur cible de croissance (7,5% comme en 2013) et assurer à la fois la paix sociale et la poursuite des réformes structurelles.

... Et la crise ukrainienne

D'autre part, la crise ukrainienne est source de préoccupation croissante en Allemagne. La victoire du « oui » au référendum controversé dans les régions orientales de Donetsk et de Lougansk ainsi que les élections présidentielles du 25 mai en constituent les derniers rebondissements. Berlin se fait l'avocat d'une reprise du dialogue entre Kiev et les pro-Russes. En interlocuteur privilégié de Moscou, l'Allemagne souhaite privilégier la voie diplomatique et éviter une escalade des sanctions à l'égard de la Russie. En effet, les relations entre les deux pays sont anciennes. La présence allemande en Russie date du XVIIIème siècle, sous le règne de l'impératrice Catherine II, d'origine allemande. En outre, depuis les années soixante-dix, l'Ostpolitik allemande a privilégié le dialogue et le rapprochement avec l'Est. Enfin, depuis 2001, les rencontres du « dialogue de Saint-Pétersbourg » offrent, chaque année, un forum aux sociétés civiles des deux pays, en marge des consultations inter-gouvernementales.

Pour l'Allemagne qui est le premier partenaire européen de la Russie, le dossier ukrainien est donc crucial. En effet, la Russie fournit un tiers des importations allemandes de gaz et de pétrole, lesquelles transitent largement

par l'Ukraine. Dans ces conditions, la perspective d'une escalade des tensions avec la Russie conduit l'Allemagne à questionner avec encore plus d'acuité le bienfondé de ses choix énergétiques et les conséquences de la sortie du nucléaire annoncée par Angela Merkel à l'horizon de 2022. La transition énergétique est coûteuse et ne peut se faire au mépris de la sécurité d'approvisionnement en énergie du pays (les énergies renouvelables représentent à ce jour moins du quart de l'électricité produite et sont tributaires des conditions météorologiques) ou de la compétitivité économique de l'industrie nationale (la facture électrique des ménages allemands a doublé en dix ans). Par ailleurs, les intérêts capitalistes allemands en Russie dépassent le seul secteur énergétique. 6 000 entreprises allemandes sont installées sur le sol russe dans des secteurs aussi variés que la chimie, les transports ou encore les machines-outils. Elles emploient près de 300 000 personnes. Enfin, Berlin craint qu'un passage de la phase deux des sanctions (interdictions de visas et gel des avoirs) à la phase trois, beaucoup plus large, exerce un effet négatif non négligeable sur l'activité russe et en conséquence sur la croissance allemande. Si tel était le cas, nous serions amenés à réviser nos prévisions de croissance pour 2014 et 2015 à la baisse.

Pour l'heure, il est encore trop tôt pour s'alarmer. Les enquêtes restent orientées à la hausse. Ainsi l'indice IFO du climat des affaires pour le mois d'avril a rebondi à 111,2, légèrement en-dessous du niveau atteint en février, le plus élevé depuis juillet 2011. En particulier, l'indice des anticipations a continué de progresser et ce en dépit de la crise ukrainienne. Enfin, les premières mesures prises par la grande coalition (introduction du salaire minimum, abaissement sous certaines conditions de l'âge de départ à la retraite...) afin de rééquilibrer les moteurs de la croissance allemande devraient permettre d'en réduire la forte cyclicité.

Caroline NEWHOUSE
Études économiques BNP Paribas



BNP PARIBAS, LA BANQUE DES ENTREPRENEURS

BNP Paribas, première banque française et première banque de la zone euro, occupe une position privilégiée dans les régions, et tout particulièrement pour les PME et les ETI (Entreprises de taille intermédiaire).

25% des PME (soit 30.000 entreprises) et 75% des ETI françaises sont aujourd'hui clientes de la banque, l'objectif étant, pour les PME, de porter ce chiffre à 30% à l'horizon 2016.

En 2012, elle a engagé 6,7 milliards d'euros de nouveaux crédits pour les PME et les ETI.

Parce qu'elles seront des acteurs-clé de la reprise économique, BNP Paribas souhaite accroître encore ses efforts en faveur du développement des PME et des ETI.

Trois outils sont au service de cette ambition :

➔ **Augmenter le montant des encours** : BNP Paribas prêtera **10 milliards d'euros aux PME en 2014**, dont 6 milliards pour des projets d'investissement et 4 milliards pour les solutions de trésorerie. Ces montants s'ajoutent naturellement aux encours existants.

➔ **Aider les sociétés à exporter** : 110.000 entreprises françaises (soit 4% seulement) sont aujourd'hui exportatrices. En 2014, **le Groupe aidera 1.000 TPE et PME à exporter pour la première fois.**

➔ **Elargir la palette de services** : la banque met à disposition des entreprises locales des outils pédagogiques et leur offre une meilleure visibilité (agences, moyens de communication, ...). Ainsi, initiative inédite en France, elle

finance la création par une grande agence publicitaire de 40 campagnes pour 40 PME sélectionnées à travers toute la France et met à leur disposition les 22 kilomètres de vitrine de ses agences.

Le programme « Parlons PME » prend place dans cette démarche. Il vise à encourager l'entrepreneuriat féminin, innovant et social et comporte deux volets principaux :

➔ la création et l'animation d'un site web dédié aux entrepreneurs : www.parlonspme.fr

➔ le financement de la production et de la diffusion d'un programme intitulé « Parlons PME » de 30 épisodes d'une minute chacun. Diffusé à 20h30 sur France 2, du lundi au jeudi du 7 avril 2014 au 19 juin 2014, chaque épisode met à l'honneur une PME française innovante.

PARLONS PME : LES 30 ENTREPRISES SÉLECTIONNÉES

